

LA POLLUTION

LES EXCROISSANCES SUR LES TRUITES ARC-EN-CIEL FRAYANT AU NORD DU LAC KOOTENAY

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Comme on a remarqué depuis deux années successives qu'une espèce de champignon croît sur la grosse truite de lac qui fraie à Gerrard, au nord du lac Kootenay, le ministre voudrait-il demander à ses fonctionnaires de mener une enquête afin qu'on assure la survie de cette espèce de truite arc-en-ciel?

M. l'Orateur: A mon avis, la question du député équivaut à une suggestion, et il doit supposer qu'on en tiendra compte.

* * *

LES AÉROPORTS

LES NOUVELLES INSTALLATIONS À TORONTO—LE CHOIX DE L'EMPLACEMENT—LA DEMANDE DE LA VILLE DE HAMILTON

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il y a quelque chose de nouveau à signaler au sujet du projet d'un nouvel aéroport international à Toronto ou s'il y a eu d'autres pourparlers avec la province d'Ontario à cet égard? Quand pouvons-nous nous attendre à une décision?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): La semaine dernière, alors que le député était absent, j'ai traité longuement de cette question. Si je puis ajouter quelque chose à ce qui est déjà consigné au hansard, je me ferai un plaisir de le faire. En quelques mots, nous projetons de rencontrer des représentants de la province d'Ontario très bientôt, dans quelques jours peut-être.

M. Alexander: Le ministre peut-il assurer à la ville de Hamilton que lorsqu'on aura pris une décision quant à cet emplacement, le gouvernement étudiera la demande qu'a faite la ville en vue d'obtenir un aéroport régional? Est-ce ainsi que cela devrait se passer?

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur. Hamilton figure dans nos projets mais, le député le sait mieux que moi, les opinions sont passablement partagées, même à Hamilton, sur ce qu'il conviendrait de faire.

* * *

LE RECENSEMENT

LA RÉMUNÉRATION DES PRÉPOSÉS

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que les recenseurs ont presque terminé leur travail et trouvent maintenant leur rémunération bien insuffisante, le ministre dirait-il si son ministère a pris des dispositions pour relever la barème de traitement de ces agents?

M. l'Orateur: J'ai l'impression qu'on a posé cette question il y a quelques jours, et que le ministre y a répondu.

[Plus tard]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, vous me permettez peut-être de répondre à la question antérieure, puisqu'elle revêt maintenant une certaine importance?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre voudrait, peut-être tenir compte de la suggestion de la présidence, c'est-à-dire qu'on pourrait y répondre d'une autre façon. S'il y a urgence et que la Chambre soit d'avis que cette question exige une réponse, bien entendu, je n'y ai pas d'objection.

L'hon. M. Pepin: Je voulais simplement dire que si la cueillette pose des difficultés inhabituelles, le Bureau fédéral de la statistique y consacra une attention particulière. Entre autres, j'ai reçu un appel d'un représentant qui avait remplacé quelqu'un qui avait dû s'absenter. Dans de tels cas, le Bureau fédéral de la statistique consent à considérer les circonstances et à procéder à des rajustements.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LA PROTECTION DE LA PRÉPON- DÉRANCE CANADIENNE DANS LES ENTREPRISES INTER- PROVINCIALES DE DISTRIBUTION DE REVUES ET DE LIVRES

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet des dispositions prises par le gouvernement ontarien à l'égard de l'édition du livre. Le gouvernement du Canada songe-t-il à une mesure législative semblable à propos de la prépondérance des intérêts canadiens dans les entreprises inter-provinciales de distribution de revues et de livres, et le ministre pourrait-il faire bientôt une déclaration?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Pas que je sache, monsieur l'Orateur, mais la question a certainement été prise en considération dans le rapport que le ministre du Revenu national présentera à ce sujet.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

PAKISTAN ORIENTAL—L'AIDE FINANCIÈRE ET L'ENVOI DE SECOURS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Étant donné la vive inquiétude qu'éprouvent les Canadiens devant les souffrances persistantes et la mort des réfugiés du Pakistan oriental, le gouvernement songe-t-il à accroître la contribution financière du Canada et à prendre d'autres mesures pour alléger les épreuves autant que nous le pouvons?